



Numéro PPQ/

lundi 1 août 2016

Les grands titres:

- Soudan du Sud : l'ONU dénonce les violences sexuelles commises par des hommes armés
- Yémen : le PAM réussit à fournir une aide alimentaire à la population d'un quartier difficile d'accès à Taëz
- Iraq : l'ONU s'inquiète de la volonté des autorités d'accélérer l'exécution des condamnés à mort
- L'utilisation de l'internet par les gouvernements peut aider à atteindre les objectifs de développement durable
- Nigéria : l'UNICEF continuera à fournir une assistance dans l'État de Borno malgré une attaque
- Journée de l'amitié : Ban Ki-moon appelle à cultiver des relations chaleureuses

Soudan du Sud : l'ONU dénonce les violences sexuelles commises par des hommes armés



Des femmes déplacées par des combats à Juba, au Soudan du Sud, attendent de remplir des containers d'eau. Photo UNICEF/UN025202/Irwin

1 août - La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a déclaré lundi avoir reçu ces dernières semaines des informations faisant état de violences sexuelles, notamment des viols et des viols collectifs, sur des femmes et des jeunes filles, par des soldats en uniforme et par des groupes d'hommes armés non identifiés habillés en civil à Juba, la capitale du Soudan du Sud.

Ces incidents ont été signalés à plusieurs endroits, y compris aux alentours de sites de protection des civils près de la Maison de l'ONU et dans d'autres quartiers de Juba, a précisé la MINUSS dans un communiqué de presse.

Ces violences « ont été commises après le début des combats qui ont éclaté à Juba le 8 juillet. Malgré les appels de toutes les parties à cesser ce type de comportement inhumain, les Nations Unies continuent de recevoir des informations sur leur existence ».

« L'Organisation des Nations Unies condamne sans équivoque ces agissements, et rappelle à tous les combattants et les parties au conflit, leurs commandants et les dirigeants responsables, que ces actes constituent des violations graves du droit international des droits de l'homme et peuvent être considérés comme des crimes de guerre ainsi que des crimes contre l'humanité », a ajouté la MINUSS.

La Mission a indiqué que la presse avait publié des allégations accusant des Casques bleus de la MINUSS de ne pas avoir suffisamment protégé des femmes et des mineurs victimes de violences sexuelles.

« L'ONU prend très au sérieux les allégations selon lesquelles des Casques bleus ne seraient pas venus en aide à des civils en situation de détresse », a souligné la MINUSS. « Le quartier général de la force de la MINUSS examine ces allégations spécifiques ».

La Mission a déclaré qu'elle continuait à déployer tous ses efforts pour remplir son mandat de protection des civils à travers le pays, en tenant compte de ses ressources limitées et malgré les sévères restrictions en matière de mouvements.



Elle a également contacté les dirigeants des forces de sécurité du Soudan du Sud et leur a demandé d'assurer la protection des civils qui relève de leur responsabilité et de prendre des mesures pour garantir que les responsables de crimes rendent des comptes. La MINUSS a déclaré avoir documenté plus de 100 cas de violences sexuelles contre des civils depuis le 8 juillet.

« La MINUSS continue d'appeler toutes les parties à sanctionner immédiatement leurs hommes, en uniforme ou non, qui ont été et sont responsables de ces abus et actes innommables de violence contre les civils », conclut le communiqué de presse, ajoutant que la Mission continuerait de suivre de près le fait que des mesures soient prises pour traduire les coupables en justice et mettre un terme à ces actes odieux.

Yémen : le PAM réussit à fournir une aide alimentaire à la population d'un quartier difficile d'accès à Taëz



Le PAM fournit des bons alimentaires à 55.000 habitants du quartier d'Al Qahira, à Taëz, au Yémen. Photo PAM

1 août - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a réussi ce mois-ci à atteindre 55.000 personnes dans le quartier difficile d'accès d'Al Qahira, à Taëz, au Yémen, et à leur fournir une aide alimentaire grâce à des bons utilisant le réseau d'un fournisseur local.

Le PAM a lancé cette façon novatrice de fournir une aide alimentaire plus tôt cette année dans la ville de Sana'a. Il l'a depuis étendu à d'autres régions du Yémen, y compris Aden et Taëz, lui permettant d'atteindre plus de 600.000 personnes contre seulement 120.000 en février, a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse publié dimanche.

« Etendre notre assistance à travers un fournisseur local à Al Qahira est une avancée majeure qui nous permet d'atteindre chaque personne qui a besoin de notre aide », a déclaré la Directrice du PAM au Yémen, Purnima Kashyap. « Les partenaires humanitaires ont lutté pendant des mois pour fournir une assistance aux personnes touchées par le conflit à l'intérieur de la ville de Taëz. En dépit des efforts conjoints et de longues négociations, atteindre ces zones au cours des mois précédents a été incertain et difficile à garantir ».

Le projet permet au PAM de fournir des denrées alimentaires aux familles par le biais d'un fournisseur local en échange de bons.

Chaque bon donne droit à du blé, des légumineuses, de l'huile végétale, du sel et du sucre, ainsi qu'à un mélange soja-blé riche en protéines. Cette aide permet de couvrir les besoins d'une famille de six personnes pendant un mois.

Le PAM prévoit de distribuer ces bons dans le district d'Al Mudhaffar dans le gouvernorat de Taëz.

« L'élargissement du programme aux zones difficiles à atteindre à travers le Yémen est un moyen efficace de résoudre les problèmes d'accès et d'accélérer la livraison de l'aide alimentaire », a ajouté Mme Kashyap.

Une étude récente a révélé que plus en plus de Yéménites ont faim, avec 7 millions de personnes en situation de d'insécurité alimentaire grave. Le PAM fournit une aide alimentaire à 6 millions de personnes tous les deux mois, alternant l'assistance entre les familles les plus nécessiteuses en raison de ressources limitées.

Iraq : l'ONU s'inquiète de la volonté des autorités d'accélérer l'exécution des condamnés à mort



Photo ONU/Martine Perret

1 août - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est déclaré lundi très préoccupé par la création d'un comité chargé de faire des recommandations pour accélérer la mise en œuvre des condamnations à mort en Iraq.

Le comité, annoncé par le Premier ministre Haider Al-Abadi, a été chargé d'identifier les retards procéduraux ou législatifs dans la mise en œuvre des condamnations à mort prononcées par les tribunaux de l'Iraq.

« Les femmes, les enfants et les hommes d'Iraq vivent sous la menace constante des bombardements, des assassinats, et d'autres atrocités, en particulier ceux perpétrés par l'EIIL. Dans de telles circonstances, il devient trop facile de laisser de telles atrocités attiser les feux de la vengeance », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse.

« Mais la vengeance n'est pas la justice. Il est impératif que ceux qui ont commis ces crimes rendent des comptes sur la base de faits, de preuves et d'une procédure régulière et conforme à la loi. Étant donné les faiblesses du système judiciaire iraquien, et l'environnement actuel en Iraq, je suis gravement préoccupé par le fait que des personnes innocentes aient été et puissent continuer d'être condamnées et exécutées, entraînant des erreurs judiciaires flagrantes et irréversibles », a-t-il ajouté.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI) et le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) en Iraq ont constaté une tendance au recours à la torture pour extorquer des aveux et un manque de transparence sur les exécutions publiques. « Les exécutions, si elles sont appliquées, devraient être menées de manière transparente avec une information publique complète en conformité avec les obligations d'une procédure régulière », a dit M. Zeid.

Le 6 juillet, le Ministre iraquien de la justice a annoncé que 45 condamnés à mort ont été exécutés depuis le début de 2016, que trois autres exécutions sont à venir, et que des modifications au cadre juridique afin d'accélérer la mise en œuvre de la peine de mort seraient soumises au Parlement iraquien. On estime que 1.200 individus sont dans le couloir de la mort en Iraq. Le gouvernement iraquien n'a pas confirmé publiquement ces chiffres et annonce habituellement les exécutions longtemps après qu'elles ont eu lieu.

M. Zeid a demandé instamment au gouvernement de ne pas prendre de mesures qui pourraient affaiblir encore l'administration de la justice et diminuer les droits des personnes soumises à des procédures criminelles. Il a appelé une nouvelle fois le gouvernement iraquien à mettre fin à l'utilisation de la peine de mort en établissant un moratoire immédiat.

L'utilisation de l'internet par les gouvernements peut aider à atteindre les objectifs de développement durable



Photo: UIT

1 août - L'utilisation de l'internet par les gouvernements peut aider à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs (ODD), selon une enquête publiée lundi par les Nations Unies sur les progrès dans la promotion de l'e-gouvernement.

D'après cette enquête, le Royaume-Uni, suivi par l'Australie et la République de Corée, sont les principaux fournisseurs de services et de renseignements gouvernementaux par l'internet.

L'étude révèle que l'administration électronique est un outil efficace pour faciliter des politiques intégrées en faisant la promotion d'institutions responsables et transparentes à travers des données ouvertes et la participation électronique, la prise de décision participative, et la promotion des services en ligne pour combler le fossé numérique.

Au niveau régional, l'enquête révèle que l'Europe continue d'être le principal fournisseur d'e-gouvernement, suivie par les Amériques, l'Asie, l'Océanie et l'Afrique. Le Royaume-Uni arrive en tête en Europe, l'Australie en Océanie, et la République de Corée en Asie. Les Etats-Unis sont en tête dans la région Amériques, et Maurice est le plus performant en Afrique.

Les classements sont basés sur l'indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI), qui classe les pays en mesurant leur utilisation des technologies d'information et de la communication pour fournir des services publics. L'utilisation efficace de ces technologies par les gouvernements peut aider les gens à se connecter aux services dont ils ont besoin et créer une société qui offre une égalité des chances pour tout le monde.

L'e-gouvernement a augmenté à un rythme rapide au cours des 15 dernières années. Depuis 2014, l'ensemble des 193 États membres de l'ONU ont une forme de présence en ligne.

Selon le rapport, malgré le redoublement d'efforts pour utiliser les services électroniques et mobiles au bénéfice de tous et l'augmentation de l'accès au haut débit, des disparités régionales importantes persistent.

Tous les pays ont convenu, dans l'Objectif de développement durable numéro 9, qu'un effort important est nécessaire pour assurer l'accès universel à l'internet dans les pays les moins avancés.

Pour que l'e-gouvernement ait un impact sur le développement durable, il doit être accompagné de mesures visant à assurer l'accès et la disponibilité des technologies de l'information et de la communication et à rendre les institutions publiques plus responsables et plus sensibles aux besoins des gens.

Nigéria : l'UNICEF continuera à fournir une assistance dans l'État de Borno malgré une attaque



Un dépistage nutritionnel pour les enfants du camp de déplacés de Dalori, dans la ville de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigéria. Photo: UNICEF / Esiebo

1 août - Malgré une attaque qui a eu lieu le 28 juillet contre un convoi humanitaire dans l'Etat de Borno, au Nigéria, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé qu'il continuerait à fournir une assistance à des millions d'enfants touchés par le conflit dans le nord-est du pays.

« Nous continuons à appeler à redoubler d'efforts pour atteindre les personnes qui en ont le plus besoin à travers l'État (de Borno). Nous ne pouvons pas laisser cette attaque inhumaine nous empêcher d'atteindre les deux millions de personnes qui ont désespérément besoin d'une assistance humanitaire immédiate », a déclaré la Représentante de l'UNICEF au Nigéria, Jean Gough, dans un communiqué de presse.

Le convoi, qui transportait des employés de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation internationale des migrations (OIM), a été attaqué entre Bama et Maiduguri dans l'Etat de Borno alors qu'il revenait d'apporter une assistance humanitaire.

En raison de cette attaque, au cours de laquelle un employé de l'UNICEF a été blessé, l'ONU a temporairement suspendu les missions d'aide humanitaire dans les zones à haut risque.

Avant l'attaque, l'amélioration des conditions de sécurité dans la région avait permis aux acteurs humanitaires d'accéder à des zones auparavant inaccessibles lorsqu'elles étaient sous le contrôle du groupe terroriste Boko Haram.

Selon Mme Gough, cette amélioration de l'accès humanitaire a permis de constater les conditions alarmantes dans lesquelles les personnes dans le nord-est du Nigéria vivent.

« La violence a perturbé l'agriculture et les marchés, a détruit les stocks alimentaires et a endommagé ou détruit les établissements de santé et les systèmes d'adduction d'eau. Nous devons absolument atteindre davantage de ces communautés », a souligné Mme Gough.

Malgré la suspension temporaire de voyage dans les zones à haut risque, l'UNICEF prévoit d'intensifier sa riposte dans l'Etat de Borno. Au début de 2016, l'UNICEF a lancé un appel de fonds de 55,5 millions de dollars pour répondre à la crise humanitaire dans le nord-est du Nigéria, mais jusqu'à présent, l'agence a indiqué n'avoir reçu que 23 millions de dollars.

Journée de l'amitié : Ban Ki-moon appelle à cultiver des relations chaleureuses



Deux enfants dans le Bronx, à New York.
Photo : ONU / Marcia Weistein

30 juillet - A l'occasion de la Journée internationale de l'amitié qui est célébrée chaque année le 30 juillet, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à prendre la résolution de chérir et de cultiver autant de relations chaleureuses que possible pour enrichir notre propre existence et améliorer l'avenir de tous.

« La pauvreté, la violence, les violations des droits de l'homme et les autres grands problèmes d'envergure mondiale ont comme point commun le non-respect de normes et de valeurs qui se sont forgées pendant plusieurs millénaires. Quand la cupidité l'emporte sur le souci de la santé de notre planète et de ses habitants, quand l'attachement fanatique à une idéologie est maintenu à tous les prix, et quand des personnes subissent des violations des droits de l'homme parce qu'elles sont considérées en quelque sorte comme inférieures, le patrimoine de l'humanité est mis à mal et notre bien-être futur est menacé », a dit M. Ban dans un message.

Selon lui, pour faire face à ces crises, il faut s'attaquer à leurs causes les plus profondes, en encourageant et en défendant un esprit partagé de solidarité humaine.

« Sur le plan mondial, cette action peut prendre plusieurs formes, qui vont de l'aide internationale à la mobilisation politique. Sur le plan individuel, elle peut prendre la forme simple et éternelle de l'amitié », a-t-il souligné.

« L'amitié est une joie en elle-même, elle apporte le bonheur et procure un sentiment de bien-être. La multiplication des liens de camaraderie dans le monde entier peut contribuer aux transformations fondamentales qui s'imposent d'urgence pour parvenir à une stabilité durable », a-t-il rappelé.

« Les forces de la division, qui cherchent activement à saper la paix, la sécurité et l'harmonie sociale, ne font pas le poids contre l'acte, simple mais puissant, de tendre la main vers notre entourage, et plus encore vers ceux qui sont hors de nos cercles habituels. Autant de liens de confiance peuvent tisser un filet de sécurité qui nous protège tous. À mesure que s'approfondissent la compréhension et la conscience, nous pouvons accroître la compassion et faire naître la passion pour un monde meilleur, où tous sont unis pour le bien commun », a-t-il ajouté.